

# Le Canada et les Nations Unies

## Utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques

LE 8 décembre 1953, lors d'un mémorable discours à l'Assemblée générale des Nations Unies, le Président Eisenhower a proposé que, dans la mesure où le permet la prudence élémentaire, les gouvernements le plus intéressés commencent dès maintenant et continuent à fournir une part de leurs stocks d'uranium normal et de matières fissiles à un office international de l'énergie atomique. Le Président Eisenhower a dit notamment: « Il conviendrait, à notre avis, qu'une telle institution fût créée sous l'égide des Nations Unies ». Il a fait observer que les parts fournies seraient certes faibles au début, mais que la proposition présentait l'avantage insigne de pouvoir être mise en œuvre sans provoquer ces irritations et ces soupçons mutuels qui accompagnent tout effort visant à instituer un système d'inspection et de contrôle universels qui soit tout à fait acceptable. Le Président Eisenhower a déclaré que les États-Unis étaient non seulement prêts à étudier avec les autres pays « le plus intéressés » l'élaboration de plans qui permettraient de hâter l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, mais qu'ils s'en feraient honneur. « Il faut, bien entendu, que l'Union soviétique soit du nombre des principaux intéressés. »

Comme le Président Eisenhower avait présenté ses propositions à l'Assemblée générale des Nations Unies, il était vraisemblable que les États-Unis voulaient voir l'Assemblée générale étudier ces propositions au cours de la session tenue cet automne. Aussi le 23 septembre dernier, le chef de la délégation des États-Unis à l'Assemblée générale, M. Henry Cabot Lodge, fils, a-t-il demandé qu'un point intitulé « Coopération internationale pour développer l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques: rapport présenté par les États-Unis d'Amérique », fût inscrit à l'ordre du jour comme présentant un caractère d'importance et d'urgence.

### Approbation du Canada

Le même jour, ouvrant le débat général à l'Assemblée, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Pearson, a fait connaître l'approbation du Canada dans les termes suivants:

Comme les États-Unis et les autres pays libres qui sont directement intéressés aux questions de l'énergie atomique, le Canada estime que même en l'absence, en l'absence regrettable, de la participation soviétique, une institution internationale de l'énergie atomique pourrait être utilement créée, selon les grandes lignes qu'a proposées le Président Eisenhower, par les nations désireuses de souscrire à ses buts et d'appuyer son action. Mon pays est à même de coopérer efficacement à l'œuvre d'une institution de ce genre et il le fera volontiers.

Le secrétaire d'État des États-Unis, M. Dulles, a confirmé que les négociations privées des États-Unis et de l'Union soviétique concernant les propositions du Président Eisenhower avaient été infructueuses malgré l'approbation générale que le monde leur avait réservée. Cependant, un communiqué remis la veille à son Gouvernement indiquait que l'Union soviétique était disposée à poursuivre la discussion de la question. M. Dulles a déclaré que les